

UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL VAL-DE-MARNE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHE DE SERVICES : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MISSION DE DIAGNOSTICS PREALABLES POUR L'OPERATION DE RENOVATION DU BATIMENT TRAPEZE  
CAMPUS CHERIOUX DE L'UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL VAL-DE-MARNE (94)

Marché N°2025PADIAGSTRA

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
1.1 Contexte .....	3
1.2 Objectifs de la commande.....	6
1.3 Nature de la structure .....	7
1.4 Etat actuel de l'intérieur.....	7
1.5 Etat des lieux des installations techniques .....	7
1.6 Présence d'amiante et plomb.....	7
1.7 Scénario retenu, zone d'implantation .....	7
<b>ARTICLE 2 - CONTENU DE LA MISSION .....</b>	<b>10</b>
2.1 Etude géotechnique préalable {G1} - Principes Généraux de Construction {PGC} .....	10
2.2 Etude hydrogéologique du niveau G1 .....	10
<b>ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION.....</b>	<b>11</b>
3.1 Le représentant du prestataire .....	11
3.2 Documents remis par le prestataire.....	11
3.3 Supports des rendus.....	11
3.4 Conditions d'interventions .....	11
<b>ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE ET PARTIES CONTRACTANTES .....</b>	<b>11</b>
4.1 Pièces constitutives du marché .....	11
4.2 Parties contractantes.....	12
<b>ARTICLE 5 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>12</b>
5.1 Type et contenu des prix .....	12
5.2 Application de la taxe sur la valeur ajoutée.....	12
5.3 Paiement des éventuels sous-traitants .....	12
5.4 Modalités de règlement des marchés .....	13
<b>ARTICLE 6 - RESILIATION DU MARCHE – CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>14</b>
6.1 Arrêt de l'exécution des prestations .....	14
6.2 Résiliation du marché .....	14
<b>ARTICLE 7 - DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES.....</b>	<b>14</b>
7.1 Délai d'exécution du marché.....	14
7.2 Pénalités pour retard sur calendrier fixé .....	14
<b>ARTICLE 8 – AVANCE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 9 - CESSION – NANTISSEMENT .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 10 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION - LOI ET LANGUE APPLICABLE.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 12 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 13 – LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>16</b>

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet une mission type G1/G2 préalable à l'opération de rénovation du bâtiment Trapèze sur le Campus Chérioux de l'UPEC à Vitry Sur Seine (94).

### 1.1 Contexte

Le Campus Chérioux a vocation à devenir un pôle d'excellence dans les domaines de **la santé, du numérique et du handicap**, en réunissant des formations de Bac à Bac+5, des espaces de recherche innovants, ainsi que l'ensemble des services universitaires de proximité. Ce campus innovant et durable qui accueillera à terme près de **1 800 étudiants**, marquera une nouvelle étape dans le développement de l'UPEC.

Situé sur un site patrimonial remarquable, le bâtiment Trapèze constitue une opportunité unique pour créer un « campus à l'américaine » : identifiable, doté d'une architecture forte, intégré dans un environnement verdoyant et propice à la vie étudiante avec une convivialité et un esprit de communauté.

Ce nouveau campus illustre la volonté de l'UPEC de faire évoluer ses sites en véritables campus universitaires, où les étudiants trouveront, en plus de leur formation, des services essentiels à leur réussite et à leur bien-être : bibliothèque universitaire, restauration, accompagnement social, accès à la santé et à la culture.

Le campus de Vitry, qui accueillait déjà des formations de l'IUT, s'étend ainsi pour devenir un pôle universitaire thématique dédié à la santé, au numérique et au handicap, avec l'arrivée de :

- Le Campus des Métiers et Qualifications (CMQ) "Santé, autonomie et bien vieillir"
- L'Institut de formation en ergothérapie (IFE)
- L'EPISEN, École Publique d'Ingénieurs de la Santé et du Numérique

La présence au sein d'un même campus du CMQ, de l'EPISEN, de l'école d'ergothérapie et de l'IUT de Créteil-Vitry illustre la volonté de l'UPEC de créer un lieu "totem" et de fédérer des formations différentes autour du secteur Santé-Numérique.

Le projet immobilier d'extension se fait en deux phases. :

- **La première phase** (opération Plan de Relance) concerne la réhabilitation du bâtiment du Clocher et de ses ailes, dont l'inauguration a eu lieu en Juin 2025. Cet espace représente près de 1 000 m<sup>2</sup> de locaux destinés à accueillir un espace pédagogique et des bureaux.
- **La seconde phase, objet de la présente consultation**, prévoit la rénovation du bâtiment dit « Trapèze » sur 3200 m<sup>2</sup> supplémentaire, pour offrir de nouveaux espaces d'enseignement, une bibliothèque universitaire, une infirmerie et renforcer la capacité d'accueil du campus à horizon 2029.



Photo 1 : Vue du bâtiment Trapèze depuis le parc

Photo 2 : Vue sur ancienne chaufferie du Trapèze



Photo 3 :



Photo 4 :



Photo 5 : Ancien atelier



Photo 6 : Circulation



Photo 7 : Vue du bâtiment RT existant depuis Le Clocher



Photo 8 : combles aménagés (anciennes chambres)





Photo 9 : Photo aérienne du domaine



Photo 10 : Combles – charpente béton



Photo 11 : Ancien réfectoire



Photo 12 : Circulation intérieure « Trapèze »

## 1.2 Objectifs de la commande

L'objet de la commande est une mission géotechnique G1 PGC et une étude hydrogéologique niveau G1 sur la zone d'implantation de l'opération et de ses abords.

L'objectif est de reconnaître les sols et identifier les risques sur site, suivant notamment les prescriptions de la norme NF P 94500.

### **1.3 Nature de la structure**

L'état actuel de l'enveloppe révèle des éléments structurels solides et non isolés : les murs du rez-de-chaussée bas sont en béton de 50 cm, tandis que les autres murs sont en briques simples de 38 cm, sans isolation thermique. Une partie de la façade principale, endommagée par une ancienne extension des années 70, a été remplacée.

Les toitures, constituées de tuiles mécaniques posées sur solives bois, ne disposent d'aucune isolation. Les menuiseries sont principalement en aluminium avec simple vitrage, sans volets, à l'exception des fenêtres en bois des chiens-assis situés dans les combles.

### **1.4 Etat actuel de l'intérieur**

Les espaces ont gardé pour la plupart l'aspect et l'organisation des fonctions de restauration et de lingerie. Les installations de la cuisine et de la laverie ont été démontées.

Une partie des salles à manger a été réaménagée en salles de cours ou bureaux. Les chambres sont restées en l'état.

Il est à noter que les sols, au rez-de-chaussée haut notamment, présentent des carrelages d'origine qui s'harmonisent avec l'aspect extérieur.

### **1.5 Etat des lieux des installations techniques**

Les installations électriques du site sont anciennes. Certains équipements ont été rénovés mais la plupart des équipements tels que les tableaux électriques seront remplacés. Dans le cadre d'une restructuration, l'ensemble de l'électricité est à déposer et refaire.

Les ascenseurs sont obsolètes.

L'ensemble des sanitaires est à rénover et mettre aux normes accessibilité.

Un sous-sol technique accueille dans un vaste volume la chaufferie d'origine du site. Installation transformée en sous-station mais toujours reliée au réseau général du site et de la Ville.

### **1.6 Présence d'amiante et plomb.**

Un pré-diagnostic a été réalisé en 2018. La présence de l'amiante est avérée dans les gaines, sols et calorifugeage. La présence de plomb est révélée dans certaines peintures. Les rapports sont présentés en annexe de la présente consultation.

L'entreprise devra prendre toutes les précautions nécessaires pour son investigation conformément aux articles :

- R4412-94, R4412-145 à R4412-148 du Code du travail du fait de la présence d'amiante avérée,
- R4412-149 à R4412-160 du Code du travail, dans le cas de détection de plomb. Elle informera aussitôt la Maîtrise d'ouvrage qui prendra les dispositions nécessaires.

### **1.7 Scénario retenu, zone d'implantation cf. obs. lot 1**

Le parvis est réalisé par terrassement partiel ou extension avec traitement de la rampe vers cour intérieure pour marquer l'accès. Il conserve dans sa composition une possibilité d'une extension selon les prescriptions de la ZAC

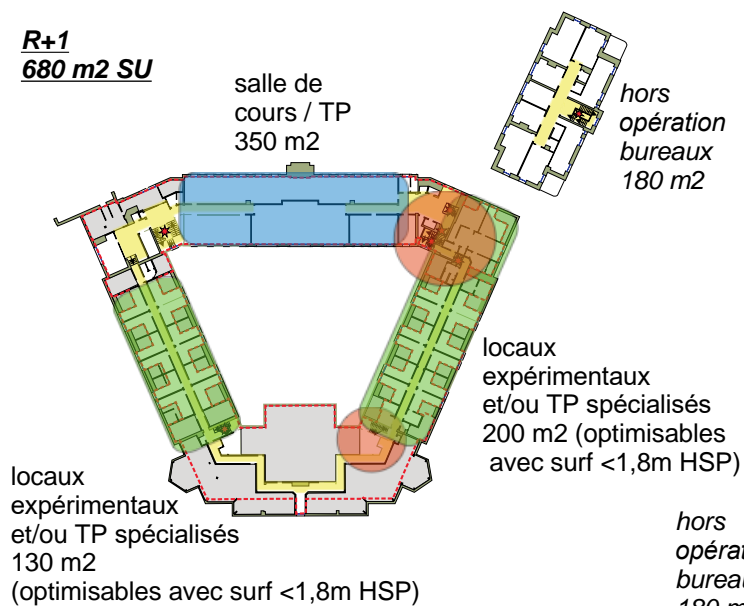


L'entrée se fait par le porche du Trapèze. Le cheminement traverse la cour intérieure pour accéder en RdC Bas sur l'escalier principal du bâtiment qui constitue la rotule vers le Clocher.

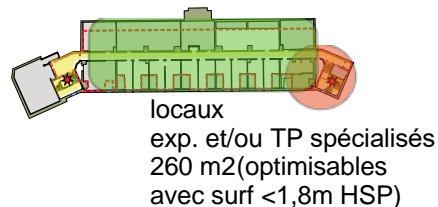
La cour intérieure est le cœur du campus et l'axe de circulation principale qui irrigue les bâtiments Trapèze et Clocher.



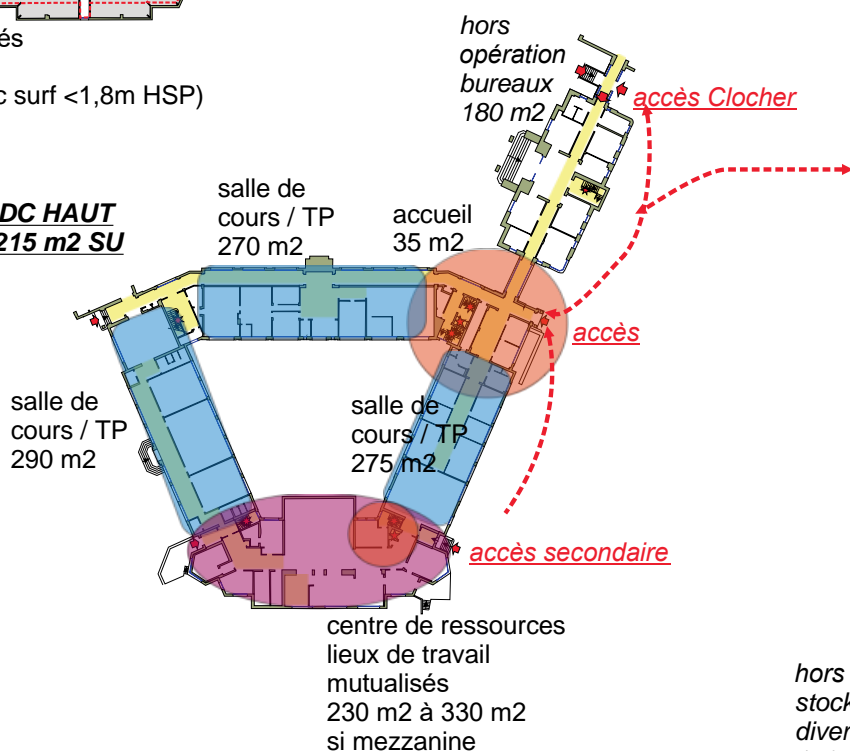
**R+1**  
**680 m<sup>2</sup> SU**



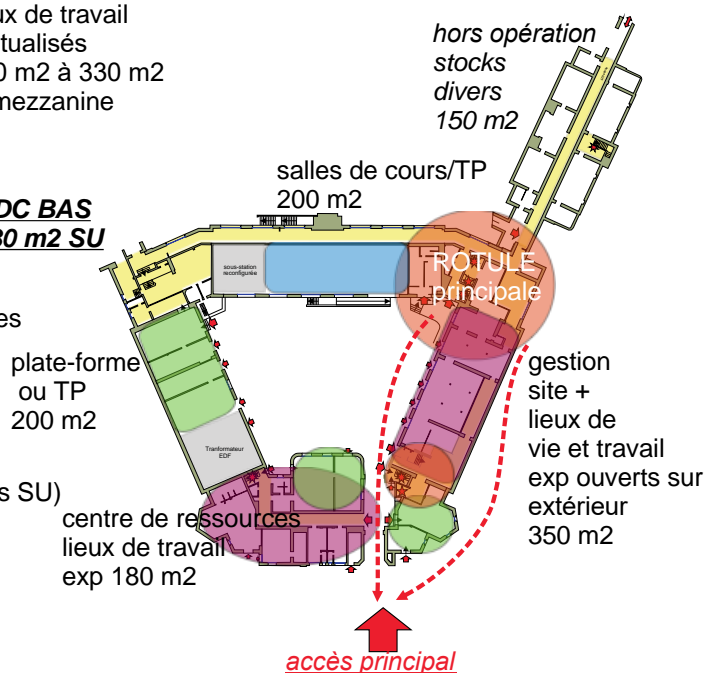
**R+2**  
**260 m<sup>2</sup> SU**



**RDC HAUT**  
**1215 m<sup>2</sup> SU**



**RDC BAS**  
**930 m<sup>2</sup> SU**



**SCENARIO**

- 740 m<sup>2</sup> Accueil/vie /Centre de ressources
- 1 280 m<sup>2</sup> Cours et TD
- 930 m<sup>2</sup> Expérimental + TP spé
- 250 m<sup>2</sup> Logistique et sanitaires (LT, hors SU)

**SU totale Trapèze +/- 3200 m<sup>2</sup>**

## ARTICLE 2 - CONTENU DE LA MISSION

### 2.1 Etude géotechnique préalable {G1} - Principes Généraux de Construction {PGC}

L'objectif de cette phase PGC est de donner des hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade du PROGRAMME de l'ouvrage. Cette phase s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

Cette mission comporte :

- La définition si besoin d'un programme d'investigations géotechniques spécifiques, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats ;
- Un rapport de synthèse des données géotechniques à ce stade de l'étude (première approche de la zone d'influence géotechnique, horizons porteurs...) ainsi que certains principes généraux envisageables (notamment fondations, terrassements, ouvrages enterrés, améliorations de sols).

La prestation comprend :

- Tous les déplacements liés à la mission
- La réalisation des DT/DICT pour les sondages et investigations
- La rédaction et la fourniture des rapports finaux d'analyse (1 exemplaire papiers couleur, 1 sur format dématérialisé en pdf)
- Les réunions de travail nécessaires à la réalisation de la mission ainsi que la présentation du rapport.
- Tous les tests et essais in-situ ou en laboratoire nécessaires à la réalisation du rapport final

Livrables :

- Une page de couverture présentant de manière pertinente l'objet de l'étude, le numéro d'immeuble concerné et sa localisation ;
- La référence de la commande ;
- Les rappels des normes utilisés ;
- Les conditions de réalisation de la mission ;
- Les plans, croquis et photographies ;
- Les notes techniques et de calcul ;
- Les analyses et compte-rendu de sondages et essais ;
- Une synthèse des documents existants, des enquêtes menées, des résultats de reconnaissance, des simulations, des données et contraintes du projet ;
- Une interprétation des résultats donnant les hypothèses de dimensionnement, les méthodes d'interprétation, les difficultés, les recommandations...
- Une note de synthèse présentant en caractère gras les conclusions de l'ingénieur géotechnicien.

### 2.2 Etude hydrogéologique du niveau G1

L'objectif de cette étude est de fournir le cadre général du contexte hydrogéologique.

L'hydrogéologue devra fournir notamment la structure géologique, la tectonique et la géomorphologie du sous-sol avec des éléments sur le niveau des nappes et des incertitudes portant sur ses fluctuations.

La prestation comprend :

- Tous les déplacements liés à la mission
- La recherche documentaire si nécessaire auprès du BRGM ou autre bureau de recherches.
- Un rapport de synthèse et l'analyse de l'hydrogéologue. Le rapport sera regroupé avec celui de la mission G1 PGC.

### **ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION**

#### **3.1 Le représentant du prestataire**

Il sera l'interlocuteur du Maître d'Ouvrage désigné pour l'exécution de ce présent marché. Il doit offrir une disponibilité compatible avec le déroulement de sa mission, des relations fréquentes avec le Maître d'Ouvrage et être joignable.

En cas d'indisponibilité de cette personne pendant une durée supérieure à quinze jours, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger son remplacement par une autre personne présentée par le prestataire.

D'une manière générale, tout changement d'intervenant doit faire l'objet d'une présentation au Maître d'Ouvrage et d'une acceptation de sa part. L'ensemble de ces dispositions s'applique sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités pour retard.

#### **3.2 Documents remis par le prestataire**

Chaque réunion de travail avec le maître d'ouvrage donnera lieu à un compte-rendu de réunion. Chaque remise de documents d'étude donnera lieu à une réunion de restitution et à l'élaboration d'un compte-rendu soumis au Maître d'Ouvrage par mail pour validation avant diffusion.

#### **3.3 Supports des rendus**

Les rapports seront transmis sous format papier en 1 exemplaire et informatique (pdf et Word).

#### **3.4 Conditions d'interventions**

Le Titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution des sondages. La société sera tenue pour responsable de tous les dommages matériels ou corporels résultant de la préparation et de l'exécution de ses interventions.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

### **ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE ET PARTIES CONTRACTANTES**

#### **4.1 Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessous :

- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes,
- L'acte d'engagement et son annexe financière (DPGF),
- L'offre technique du titulaire sur la base du support de mémoire technique,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché,

Toute clause, portée dans toute documentation propre au titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

#### **4.2 Parties contractantes**

Les parties contractantes sont :

- Le « Pouvoir Adjudicateur » soit l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, sis 61 avenue du Général de Gaulle, CRETEIL 94010 représentée par son Président.

D'une part,

- La ou les personnes physiques ou morales désignées dans l'acte d'engagement ou « Prestataire »

D'autre part.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société,
- A la forme de l'entreprise ou de la société,
- A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination,
- A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société,
- A la domiciliation bancaire de l'entreprise ou de la société,
- Au capital social de l'entreprise ou de la société.

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise ou de la société.

### **ARTICLE 5 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

#### **5.1 Type et contenu des prix**

Le présent marché est traité à prix définitif, global, forfaitaire, non actualisable et non révisable.

Les prix faisant l'objet du présent marché sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses liées au contrat, y compris les frais généraux, les frais d'assurance, les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la fourniture et à l'entretien des matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations.

#### **5.2 Application de la taxe sur la valeur ajoutée**

Les montants TTC sont calculés en appliquant les taux de la T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

#### **5.3 Paiement des éventuels sous-traitants**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du Pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, par notification de l'Acte Spécial.

**Afin d'obtenir l'acceptation du sous-traitant, il doit être remis au Pôle Achat Public (61 avenue du Général de Gaulle, 94000 Créteil, i3 niveau 3e étage), en main propre ou par courrier, et par mail à [daf.achat@u-pec.fr](mailto:daf.achat@u-pec.fr) avec en copie le conducteur d'opération de la DPDD, les pièces suivantes :**

- Un formulaire DC4 rempli par le titulaire du marché et le sous-traitant selon le modèle disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declarationdu-candidat>

- Un K-bis de moins de 3 mois ;
- Une attestation d'assurance professionnelle en cours de validité ;
- Une déclaration du chiffre d'affaires global sur les 3 dernières années ;
- L'attestation de fourniture des déclarations sociales (déclaration de vigilance délivrée par l'URSSAF) datant de moins de 6 mois ;
- L'attestation fiscale pour l'année en cours ;
- Les références de cette société ;
- Un document indiquant ses effectifs.

#### 5.4 Modalités de règlement des marchés

Le mode de règlement est le virement administratif avec un délai global de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur et attestation de service fait.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 29 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le taux des intérêts moratoires applicables est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Auxquels s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation en vigueur et notamment les renseignements suivants :

- La mention : « Marché 2025PADIAGSTRA »,
- La mention : Université Paris-Est Créteil Val de Marne,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- La date de réception,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- La désignation en clair des prestations effectués,
- Les dates de début et fin de prestation,
- Le coefficient éventuel de révision de prix,
- Le total HT de la facture est ensuite majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler.

Le titulaire devra adresser l'ensemble des documents ayant une incidence sur le paiement qui lui est dû : factures, avoirs, changement de RIB, de coordonnées, de dénomination sociale à cette même adresse.

La facture doit être transmise sous forme dématérialisée par Chorus portail pro. Cette application est accessible à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne devront comporter les informations suivantes ;

- Le numéro SIRET 19941111700013, qui identifiera l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne en tant que destinataire de la facture,
- Les codes services qui permettront de distinguer :



- Les factures publiques (FACTURES\_PUBLIQUES) ;
  - Les factures sur engagement ou bon de commande (FACTURES\_SUR\_ENGAGEMENTS) ;
  - Et les factures sans bon de commande (FACTURES\_SANS\_ENGAGEMENT),
- Le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande transmis par l'université (numéro sous le format 4500xxxxxx).

Le numéro de TVA intracommunautaire l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne est le suivant : FR 25 199411117

Pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

À défaut la facture peut être envoyée à :

Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne  
Agence comptable - comptabilité fournisseurs  
61, avenue du Général De Gaulle  
94010 CRETEIL Cedex  
Mail : [service-facturier@u-pec.fr](mailto:service-facturier@u-pec.fr)

**Le comptable assignataire de la dépense est Mme. Hélène DUROU, agent comptable de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne.**

## **ARTICLE 6 - RESILIATION DU MARCHE – CLAUSES DIVERSES**

### **6.1 Arrêt de l'exécution des prestations**

En application de l'article 20 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques définies à l'article 3 du présent CCP. Cet arrêt d'exécution ne donne lieu à aucune indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations emporte résiliation du marché tel que décrit ci-après.

### **6.2 Résiliation du marché**

Il sera fait, le cas échéant, application de l'article 36 à 42 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 7 - DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES**

### **7.1 Délai d'exécution du marché**

Le délai d'exécution de la prestation est de deux (2) mois à compter de la notification du marché public. Ce délai peut être ajusté, en accord avec le maître d'ouvrage en fonction des éventuelles difficultés rencontrées au cours de la prestation.

### **7.2 Pénalités pour retard sur calendrier fixé**

Les pénalités seront calculées conformément à l'article 14 du CCAG PI.

Une pénalité de retard de 50 euros par jour ouvré de retard sur la remise du livrable sera appliquée.  
Une pénalité de retard de 100 € par absence pour absence en réunion sera appliquée.

En outre, une pénalité de 10% du montant du marché peut être appliquée au prestataire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, portant sur le travail dissimulé. Les conditions d'application de cette pénalité sont décrites à l'article L. 8222-6 du code du travail.

## **ARTICLE 8 – AVANCE**

Sauf refus du titulaire signifié à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire par application des dispositions de l'article R 2191-3 du code de la commande publique si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-7 du code de la commande publique, lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

## **ARTICLE 9 - CESSIION – NANTISSEMENT**

Les créances résultant du marché pourront faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions fixées par les articles à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus est le responsable (ou son représentant) du service marché public de la Ville de Fontainebleau.

## **ARTICLE 10 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION - LOI ET LANGUE APPLICABLE**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Auparavant, un accord à l'amiable entre les parties sera recherché dont les frais d'expertise éventuels seront partagés au prorata de l'arbitrage rendu.

En application des articles L.2197-1 à L.2197-3 et R.2197-1 à D.2197-22 du code de la commande publique, de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, et du décret n° 2020-848 du 2 juillet 2020 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'économie et des finances, l'organe chargé des règlements amiables des différends relatifs aux marchés publics est le suivant :

### **Comité consultatif interrégional de règlement des différends de Paris**

Préfecture de la région Île-de-France – Préfecture de Paris

5 rue Leblanc

75911 Paris cedex 15

Secrétariat CCIRA de Paris

Tél : 01 82 52 42 72 Fax : 01 82 52 42 95

Courriel : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr)

En cas d'action contentieuse ouverte à l'occasion de la passation et exécution du marché, celle-ci sera portée devant le Tribunal Administratif de Melun :

### **Tribunal administratif de Melun**

43, rue du Général de Gaulle

77000 Melun

Tel : 01 60 56 66 30 - Fax : 01 60 56 66 10

Mail : [greffe.ta-melun@juradm.fr](mailto:greffe.ta-melun@juradm.fr)

Site : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

Toute autre clause attributive de compétence pouvant figurer sur les documents du titulaire sera considérée comme nulle.

Toute autre clause attributive de compétence pouvant figurer sur les documents du titulaire sera considérée comme nulle.

Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

#### **ARTICLE 12 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

A l'article 4.1 du présent CCP, il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG-PI.

#### **ARTICLE 13 – LISTE DES ANNEXES**

- Rapports Amiante, plombs
- Plans des réseaux
- Plans Trapèze
- CCCT ZAC
- PLU
- Dossier géotechnique domaine Chérioux
- Programme Trapèze Chérioux